



Institut für Föderalismus
Institut du Fédéralisme
Institute of Federalism

Universität Freiburg
Institut für Föderalismus
Av. Beauregard 1
CH – 1700 Freiburg

Kantonale Volksabstimmungen vom 25. September 2016 :

Die Ergebnisse

Votations cantonales du 25 septembre 2016 :

Les résultats

Angenommene Vorlagen sind grün, abgewiesene Vorlagen sind rot und Stimmbeteiligung blau eingefärbt.

Les textes acceptés sont signalés en vert; les textes rejetés sont signalés en rouge et la participation en bleu.

Übersicht / Aperçu

Änderungen von Kantonsverfassungen / Modifications des constitutions cantonales:



GE: Loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de GE
(Elections au système majoritaire)



NE: Décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de NE
(Droit d'éligibilité des étrangers)



NW: Volksinitiative zur Änderung der Verfassung des Kantons NW betreffend Einführung eines Verfalldatums für Gesetze (zeitliche Befristung von Gesetzen)



TI: Prima i nostri! (Iniziativa popolare e controprogetto del Gran Consiglio)



VS: Révision de la Constitution cantonale portant sur l'élection des membres du bureau du ministère public



VS: Révision de la Constitution cantonale instituant un Conseil de la magistrature

Obligatorisches oder fakultatives Gesetzesreferendum / Référendum législatif, obligatoire ou facultatif :



GE: Loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (Limitation de la déduction des frais de déplacement selon le droit fédéral harmonisé) (Fac.)



NE: Loi portant modification de la loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques (Fac.)



OW: Nachtrag zum Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz (Fak.)



SZ: Teilrevision des Steuergesetzes (Oblig.)



UR: Gesetz über die Förderung von Kindern und Jugendlichen im Kanton Uri (Kantonales Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KKJFG) (Oblig.)



UR: Aufhebung des Gesetzes über die Rindviehversicherung von 1971 (Oblig.)



UR: Änderung der Nebenamtsverordnung (Referendum «Nein - auch dieses Mal!») (Fak.)

Gesetzesinitiative / Initiatives législatives :



LU: Volksinitiative «Für faire Unternehmenssteuern»



SZ: Volksinitiative «Für eine flächendeckende Präsenz der Schwyzer Kantonalbank»



TI: Basta con il dumping salariale in Ticino! (Iniziativa popolare e controprogetto del Gran Consiglio)



ZG: Kantonale Abstimmung: «Ja zur Mundart» und Gegenvorschlag



ZH: Kantonale Volksinitiative: «Bezahlbare Kinderbetreuung für alle»

Konkordate / Concordats :



SG: Einheitsinitiative «Ja zum Ausstieg aus dem HarmoS-Konkordat»

Im Detail / Dans le détail

GE



1. Loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République
et canton de Genève (Cst-GE) (Elections au système majoritaire)
(A 2 00 - 11757), du 26 février 2016

Participation :

OUI (82.73%)
45.67%

Cette loi a pour objectif de modifier la constitution genevoise dans le domaine des élections des exécutifs communaux, pour permettre une *élection tacite* des exécutifs communaux dès le premier

tour lorsque le nombre de candidatures est égal au nombre de sièges à pourvoir. Cela n'est pas possible à l'heure actuelle en application de la constitution cantonale.

Aujourd'hui, lorsqu'il s'agit d'élire le Conseil administratif, ou encore le ou la maire et ses adjoints ou adjointes et qu'il y a le même nombre de candidats que de sièges à pourvoir, une élection tacite n'est pas possible. La constitution prévoit en effet qu'une opération électorale doit avoir lieu pour le premier tour dans un tel cas de figure.

Un second tour doit ensuite avoir lieu pour les candidatures n'ayant pas obtenu au premier tour la majorité absolue, soit la moitié des bulletins valables plus un. Une élection tacite est ici admise.

Une réponse légale à un problème concret

Lors des élections communales de 2015, plusieurs communes ont connu la situation prévue par cet amendement constitutionnel, à savoir que le nombre de candidatures pour l'exécutif était égal au nombre de sièges à pourvoir. Cela a été le cas pour 24 communes sur les 45 que compte le canton :

Aire-la-Ville, Avusy, Bardonnex, Cartigny, Céligny, Chancy, Choulex, CollexBossy, Collonge-Bellerive, Cologny, Confignon, Gy, Jussy, Laconnex, Meinier, Presinge, Russin et Soral ainsi que, partiellement (système de maire et adjoints), pour les communes d'Anières, de Corsier, de Dardagny, de Puplinge, de Troinex et de Vandœuvres.

La loi constitutionnelle soumise au vote propose de modifier le système afin de permettre une élection tacite au premier tour déjà, une opération électorale n'étant alors pas nécessaire.

La solution proposée s'inscrit dans un souci de simplification: moins de dépouillement, moins de logistique. A noter que d'autres élections importantes peuvent être tacites au premier tour, telles que celle du procureur général de la République et canton de GE. Cette procédure pragmatique a été approuvée par le Grand Conseil genevois sans la moindre opposition.

2. Loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP)

(Limitation de la déduction des frais de déplacement selon le droit fédéral harmonisé) (D 3 08 - 11685), du 17 décembre 2015

**OUI (57.66%)
45.67%**

Participation :

Dans le canton de GE, les frais de déplacement nécessaires entre le domicile et le lieu de travail font partie des frais professionnels (art. 29 de la loi sur l'imposition des personnes physiques¹). Ils se déterminent de manière forfaitaire. Il est toutefois possible, à certaines conditions, de déduire l'ensemble des frais effectifs. La majorité du Grand Conseil propose de fixer désormais le montant maximal de la déduction liée aux frais de déplacement à CHF 500.-, ce qui correspond au coût d'un abonnement annuel des Transports publics genevois (TPG).

Lors de la votation populaire fédérale du 09.02.2014, le peuple et les cantons ont accepté une modification de la Constitution fédérale qui introduit une nouveauté en ce qui concerne la déduction fiscale des frais de déplacement. Pour l'impôt fédéral direct, cette déduction est désormais limitée à CHF 3'000.-. Pour l'impôt cantonal et communal, chaque canton a la possibilité de fixer un montant maximal déductible.

¹ Loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) du 27.09.2009 (D 3 08).

Sur la base d'une proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil genevois a fixé le montant maximal de la déduction à CHF 500.-, soit le coût d'un abonnement annuel des TPG. Ce montant a été déterminé en considérant le fait que GE est un canton-ville doté d'un réseau de transports publics très dense, et en vue d'encourager le développement de la mobilité douce et de désengorger le réseau routier.

Selon les calculs de l'administration fiscale genevoise, seuls 15% des contribuables domiciliés à GE seraient touchés par le nouveau plafond. L'impact serait en revanche plus significatif pour les contribuables non domiciliés à GE, soit les *pendulaires* (44% d'entre eux seraient concernés par la modification).

Si le but principal de ce changement est d'encourager l'utilisation des transports publics dans l'agglomération franco-valdo-genevoise (Grand Genève) et d'améliorer globalement la mobilité, le projet permettrait *aussi* de générer des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de CHF 28 mio. par année.

Une minorité du Grand Conseil, à laquelle s'ajoutent deux comités référendaires émanant de deux partis politiques différents, considère que la limitation à CHF 500.- de la déduction fiscale des frais de déplacement est excessive et constitue une hausse d'impôt déguisée, alors que les impôts à GE sont déjà élevés. D'autres cantons ne prévoient pas de limitation inférieure à CHF 3'000.-. Ainsi, GE serait le seul canton à prévoir une déduction aussi basse (record de Suisse). Cette hausse d'impôts serait exclusivement supportée par ceux qui travaillent et qui ont des dépenses liées à l'obtention de leur revenu (soit plus de 47'000 contribuables dont bon nombre de pendulaires).

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Brochure cantonale](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

LU



Volksinitiative «Für faire Unternehmenssteuern»

NEIN (57.83%)

Stimmbeteiligung:

40.7%

Das Initiativkomitee fordert, dass auch Unternehmen in angemessener Weise zur Sanierung des Kantonshaushaltes beitragen. Zu diesem Zweck ist in der Volksinitiative eine Erhöhung des Gewinnsteuersatzes für Unternehmen von 1.5 auf 2.25 Prozent je Steuereinheit vorgesehen, wodurch die per 2012 beschlossene Halbierung der Gewinnsteuer zu 50 Prozent rückgängig gemacht würde.

Seit 2002 wurde das Steuergesetz im Kanton LU drei Mal revidiert. Das Initiativkomitee führt aus, dass im gleichen Zeitraum die im Kanton erbrachte Wirtschaftsleistung um rund 30 Prozent gestiegen und die Bevölkerung um rund 10 Prozent gewachsen ist. Der Steuerertrag der Unternehmen stagniere im Vergleich dazu annähernd auf dem Niveau von 2002.

In den Augen der Initiantinnen und Initianten sind die Steuern im Kanton LU, insbesondere für Unternehmen, zu stark gesenkt worden. Diese Steuersenkungen seien zu Lasten der Bevölkerung gegangen, denn in den Bereichen Bildung, Soziales, Umwelt und Sicherheit sind Sparmassnahmen

vorgenommen und Gebühren erhöht worden.

Zur Verdeutlichung ihres Anliegens verweist das Initiativkomitee auf die Auseinanderentwicklung des Steuerertrags von natürlichen und juristischen Personen: Während der Steuerertrag von natürlichen Personen im Vergleich zu 2006 um insgesamt mehr als 20 Prozent gestiegen sei, habe dieser bei juristischen Personen um knapp ein Drittel abgenommen.

Die Steuerstrategie des Kantons LU habe noch weitere Nebenwirkungen: Die tiefen Unternehmenssteuern seien für Wirtschaftskriminelle attraktiv. Zwischen 2010 und 2014 sei die Wirtschaftskriminalität in Luzern um rund 30 Prozent gestiegen, weshalb die Staatsanwaltschaft Anfang Juli 2016 eine neue Fachabteilung mit fünf Staatsanwältinnen und -anwälten eröffnet habe.

In Anbetracht dieser Entwicklungen fordern die Befürworterinnen und Befürworter der Initiative, dass die «gescheiterte Steuerstrategie» des Kantons korrigiert werden muss.

Die Steuerstrategie des Kantons Luzern

Der Regierungsrat informiert, dass die Senkungen des Gewinnsteuersatzes Bestandteil der im Finanzleitbild von 2006 ausgearbeiteten Finanzstrategie des Kantons LU sind. Diese Finanzstrategie habe zum Ziel, die Steuerbelastung im Kanton LU dem schweizerischen Mittel anzunähern. Bei der Einkommenssteuer werde ein Mittelwert der Steuersätze aller Kantone und bei der Vermögenssteuer ein deutlich unter dem Durchschnitt liegender Steuersatz angestrebt. Bei den juristischen Personen suche der Kanton LU den Wettbewerb mit den fünf attraktivsten Kantonen. In den Augen des Regierungsrats wurden diese Ziele zwischenzeitlich erreicht.

Kantonsrat und Regierungsrat wollen an den erwähnten steuer- und finanzpolitischen Zielen festhalten. Mit der Halbierung der Unternehmensgewinnsteuer auf das im schweizerischen Vergleich tiefste Niveau wurde ein Meilenstein gesetzt, der für Erhalt und Neuansiedlungen von Unternehmen gleichermaßen wichtig ist.

Nach Vorstellungen des Regierungsrats geht es in den kommenden Jahren in erster Linie um die Sicherung des Erreichten. Dabei könnten die genauen finanziellen Auswirkungen der im Juni vom Bund beschlossenen Unternehmenssteuerreform III auf den Kanton und die Gemeinden noch nicht beziffert werden. Ziel sei es, davon zu profitieren, dass der Kanton LU mit seinen tiefen Unternehmenssteuern bereits Vorarbeit geleistet habe.

Eine deutliche Mehrheit des Kantonsrates empfiehlt den Stimmberechtigten die Ablehnung der Initiative, da diese trotz den höheren Erträgen von geschätzt CHF 10 Mio. wenig zur Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichts des Kantons beitrage, hingegen dem Image und der Wirtschaft des Kantons LU grossen Schaden zufüge. Eine Abkehr von der beschlossenen Steuerstrategie gefährde Arbeitsplätze, da sich keine neuen Unternehmen im Kanton LU niederliessen und eine Abwanderung von Unternehmen bzw. ein Rückgang derer Investitionen drohe.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Bericht des Regierungsrates](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

1. Loi du 3 décembre 2015 portant modification de la loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques

NON (62.28%)
38.13%

Participation :

Qui doit payer le bibliobus ? Lors de l'élaboration du budget 2016, le Conseil d'État NE a proposé de biffer purement et simplement les CHF 480'000.- de la subvention reçue jusqu'alors par l'association du Bibliobus, au nom d'une adaptation de la promotion de la lecture publique à la nouvelle réalité cantonale.

Une pétition munie de plus de 20'000 signatures a été déposée en octobre 2015. Faisant la sourde oreille, le Grand Conseil a accepté de modifier la loi en supprimant l'association de la liste des acteurs de la lecture publique neuchâteloise.

Aux yeux du Conseil d'État, cette prestation fait partie des tâches de proximité et devrait donc être prise en charge à l'échelon communal. C'est déjà le cas pour certaines communes, notamment dans le cas des bibliothèques urbaines ou pour les bibliothèques fixes de certaines localités. Leur financement est déjà assumé par les communes concernées. Dans un souci de cohérence, le Conseil d'État estime que le financement du bibliobus incombe également aux communes qui en bénéficient.

La volonté du Conseil d'État de désenchevêtrer le financement du bibliobus s'inscrit dans le cadre du programme de redressement des finances de l'État et des mesures d'assainissement exigées par le Grand Conseil. Selon le principe du « qui commande, paie », l'État juge pertinent de confier le financement aux communes qui désirent bénéficier de ses prestations et qui doivent pouvoir s'organiser librement.



Le bibliobus, c'est bien plus qu'un bus. C'est aussi 7 succursales communales. Au total, ils desservent 30 communes et permettent à plus de 12'000 personnes d'emprunter chaque année plus de 250'000 livres et autres médias.

Le Conseil d'Etat relève également que les évolutions du paysage institutionnel imposent de toute façon une révision du mode de financement au sein de l'association du Bibliobus. En effet, suite aux récentes fusions de communes, la prise en charge des coûts n'est plus répartie de manière équitable entre les bénéficiaires. Les communes doivent dès lors redéfinir d'une part leurs besoins et, d'autre part, les moyens qu'elles entendent mettre en œuvre pour les satisfaire. Elles pourront ainsi aligner leurs compétences décisionnelles sur les compétences financières comme elles en ont fréquemment exprimé le souhait en d'autres circonstances.

Les autorités cantonales estiment que ce que les opposant-e-s voient comme une menace, les partisan-e-s de la modification de loi le considèrent au contraire comme une impulsion, certes contraignante, mais opportune, à une réorganisation de ce service public, pour l'adapter à l'évolution du canton et l'ouvrir à de nouvelles perspectives, donc mieux assurer son avenir.

Une pétition comptant plus de 20'000 signatures a été adressée au Grand Conseil contre cette mesure. Le parlement cantonal l'ayant pourtant confirmée, après un débat nourri, c'est alors un référendum, appuyé par 7'358 signatures, qui a été lancé contre la modification de loi, ce qui lui vaut maintenant d'être soumise à la votation populaire.

Pour les opposants, le bibliobus est un outil pédagogique : plus de 150 classes le visitent chaque année. Dans le cadre du Plan d'études romand (PER), les enseignants du canton doivent sensibiliser les élèves à la lecture et à la recherche de documents, par des visites de bibliothèques. Où et comment les classes iraient-elles chercher ces documents?

Suite à la levée de boucliers des citoyennes et citoyens, l'État a élaboré un « plan de secours » en proposant CHF 320'000.- en 2016, ce qui permet au bibliobus de survivre cette année. Et après ? Sans la participation financière de l'État, les communes pourraient difficilement assumer seules ce report de charges. Cela entraînerait une diminution drastique de l'offre actuelle, en particulier la couverture du territoire.

Sans bibliobus et succursales, l'accès à la lecture publique pour toutes et tous, presque partout dans le canton, est en danger, notamment pour les personnes âgées et/ou à mobilité réduite et les enfants. L'association du Bibliobus est l'institution qui prête le plus de documents dans le canton. C'est un système efficace de réservation, qui permet d'accéder à des centaines de milliers de documents. Le remplacer coûterait bien plus que son maintien.

2. Décret du 21 juin 2016 portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Droit d'éligibilité des étrangers)

Participation :

NON (54.04%)
38.13%

Actuellement, les personnes de nationalité étrangère au bénéfice d'une autorisation d'établissement (permis C) et domiciliées dans le canton de NE depuis plus de cinq ans ont le droit de vote au niveau communal et au niveau cantonal. Elles peuvent également être élues au plan communal. En revanche, elles ne peuvent pas être élues au niveau cantonal.

La modification proposée de l'article 47 de la Constitution neuchâteloise vise à accorder à ces électrices et électeurs *étrangers* le droit *d'être élus au niveau cantonal*.

Une telle extension des droits politiques serait une première en Suisse.

Historiquement, le canton de NE s'est toujours distingué par une conception de la citoyenneté plus étroitement liée à la notion de résidence qu'à la nationalité. Cette approche admet que l'élaboration et l'approbation des lois est réalisée par ceux qui en subissent les conséquences et en financent l'exécution, indépendamment de la couleur de leur passeport.

Ainsi, le droit de vote des étrangères et étrangers au niveau communal remonte à **1849**, avec l'avènement de la République. Si NE a fait figure d'exception durant plus d'un siècle, un large mouvement d'extension des droits civiques est apparu dès la fin du $xx^{\text{ème}}$ siècle, à NE comme dans d'autres cantons. C'est dans ce contexte que la nouvelle Constitution neuchâteloise a étendu le droit de vote au niveau cantonal, en septembre **2000**.

Brève comparaison intercantonale

Aucun canton n'accorde de droit civique cantonal aux étrangers, sinon celui de voter à NE et dans le JU.

De leur côté, les cantons de VD, FR, GE, BS, AI et GR offrent des droits politiques communaux.

Le peuple neuchâtelois a ensuite décidé en **2007** de faire un pas supplémentaire, en octroyant le droit d'éligibilité au niveau communal.

Si elle est acceptée, la proposition d'octroi de l'éligibilité au niveau cantonal constituerait une nouvelle étape d'élargissement des droits octroyés aux personnes de nationalité étrangère établies de longue date dans le canton.

Statistiquement, on compte en 2016 environ 23'000 électrices et électeurs qui ne possèdent pas la nationalité suisse dans le canton de NE, ce qui correspond à plus de la moitié des personnes étrangères qui vivent à Neuchâtel et à 1/6 de l'électorat. Ces personnes ont donc le droit de participer au scrutin, mais pas celui de soumettre leur candidature au verdict des urnes. L'octroi du droit d'éligibilité vise à rétablir une *cohérence* entre le statut d'électeur et le droit d'être élu. Elle permettrait en effet à l'ensemble des *électrices et électeurs* du canton d'être également *éligibles*.

Il convient cependant de noter que le droit de présenter sa candidature et, cas échéant, d'être élu ne concernerait que les autorités cantonales (Conseil d'État, Grand Conseil, autorités judiciaires). En effet, bien que les électrices et électeurs étranger-ère-s puissent d'ores et déjà voter pour désigner les représentant-e-s neuchâtelois au Conseil des États, seules les personnes de nationalité suisse peuvent siéger à Berne

S'agissant d'une modification de la Constitution, le projet est soumis au référendum obligatoire.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Vot'info](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)



**Volksinitiative zur Änderung der Verfassung des Kantons
Nidwalden betreffend Einführung eines Verfalldatums für
Gesetze (zeitliche Befristung von Gesetzen)**

NEIN (56.8%)

Stimmbeteiligung:

42.64%

Nach Ansicht des Initiativkomitees gilt es, der durch eine grosse Zahl an Gesetzen entstehenden «Überreglementierung» im Kanton NW entgegenzuwirken. Die zu diesem Zweck ausgearbeitete Initiative sieht vor, in einem neuen Verfassungsartikel die Möglichkeit zur Befristung der Gültigkeit neuer Gesetze *auf maximal 10 Jahre zu verankern*. Befristete Gesetze könnten dabei nur verlängert werden, wenn der Landrat vor Ablauf der Gültigkeitsdauer deren Notwendigkeit, Sinn und Inhalt überprüft hat. Nach geltendem Recht wird der Landrat bei der Befristung von Gesetzen in Bezug auf die maximale Geltungsdauer nicht eingeschränkt.

In den Augen der Initiantinnen und Initianten schafft die Verfassungsänderung ein, im Vergleich zur herkömmlichen Gesetzesrevision, einfacheres, kostengünstigeres und zeitsparenderes Verfahren, das sich bereits im Landwirtschaftsgesetz (welches eine zeitliche Befristung der Ausrichtung von Subvention vorsieht) bewährt habe. Der grösste Handlungsbedarf bestehe bei Gesetzen, die staatliche Ausgaben, Subventionen oder Abgaben, Einschränkungen der Handels- und Gewerbefreiheit sowie Anpassungen an wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklungen regeln. Eine Annahme der Initiative sei notwendig, da die grosse Zahl «überflüssiger» und «veralteter» Gesetze bei den Bürgerinnen und Bürgern zu Verunsicherung führe.

Während der Regierungsrat die Vorlage ablehnt, findet sie im Landrat Unterstützung.

Auf der Basis einer Analyse der kantonalen Gesetzgebung stellt der *Regierungsrat* fest, dass im Kanton NW keine «überflüssigen» Gesetze existieren. Grösstenteils handle es sich um Ausführungsgesetzgebung zum Bundesrecht. Solange letzteres Bestand habe, könnten auch die kantonalen Gesetze nicht aufgehoben werden. Bereits unter geltendem Recht würden die kantonalen Erlasse laufend angepasst oder aufgehoben, falls sie nicht mehr benötigt werden. Deshalb sei auch die Anzahl Erlasse in den letzten Jahren rückläufig.

Aus dem Gesetzgebungslleitfaden des Bundesamts für Justiz, 3. Auflage, 2007²

Unbefristete Gesetze zielen auf eine stabile Ordnung ab, die Rechtssicherheit gewährleisten und längerfristige Dispositionen der Betroffenen ermöglichen soll.

Die *Befristung von Gesetzen* ist hingegen sinnvoll:

- bei nur zeitweilig auftretenden Problemen;
- bei Problemen, die durch andere geeignete Massnahmen nach einer bestimmten Zeit dauerhaft gelöst werden können;
- wenn zum vornherein unsicher ist, welche Wirkung die Erlasse haben werden;
- wenn die Regelung im Hinblick auf eine systematische Wirkungskontrolle periodisch überprüft werden soll;
- bei Erlassen mit hohem finanziellen Aufwand. Die Befristung bezweckt in diesem Fall eine grössere Manövrierfähigkeit des Finanzhaushaltes.

² Zitiert gemäss Regierungsrat NW, Kantonale Volksabstimmung vom 25. September 2016, S. 12.

Der Regierungsrat anerkennt, dass die Befristung eines Gesetzes im Einzelfall sinnvoll sein kann. Diese Möglichkeit bestehe jedoch auch ohne eine neue Verfassungsbestimmung. Er weist darauf hin, dass der Landrat in seiner Sitzung vom 25.05.2016 vom Instrument der Befristung von Gesetzen Gebrauch gemacht und ein Gesetz auf acht Jahre befristet hat.

Zur weiteren Erläuterung des schon heute bestehenden Instruments der Befristung von Gesetzen wird auf den Gesetzgebungsleitfaden des Bundesamts für Justiz verwiesen.

Der *Landrat* empfiehlt den Stimmberechtigten, die Initiative anzunehmen und damit die Möglichkeit einer zeitlichen Befristung von Gesetzen ausdrücklich in der Kantonsverfassung zu verankern. Dieses Instrument stütze sich heute lediglich auf die Anwendung einer, nach Ansicht des Landrats, relativ unverbindlichen Formulierung in einem Grundsatzartikel der Bundesverfassung, wonach die Bundesversammlung die Wirksamkeit von Massnahmen zu überprüfen hat. Die vom Initiativekomitee vorgeschlagene «Kann-Formulierung» strebt hingegen an, dass sich der Landrat bei jedem Erlass zu dessen zeitlicher Gültigkeit aussprechen muss, ob von einer Befristung Gebrauch gemacht wird oder nicht. Dadurch liesse sich verhindern, dass Gesetze überflüssig werden oder veralten würden, weil sie allenfalls geänderten Sachverhalten nicht mehr entsprechen.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Abstimmungsbroschüre](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

OW



Nachtrag zum Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz **NEIN (53.64%)**
Stimmbeteiligung: 43.74

Zur Sicherstellung der individuellen Prämienverbilligung (IPV) verankert die geltende Gesetzgebung im Kanton OW eine Rückstellung in der Höhe des Betrags von 8.5 Prozent der jährlichen Prämienkosten der obligatorischen Krankenversicherung des Kantons im kantonalen Budget.

Nach Auffassung von Regierungsrat und einer Mehrheit des Kantonsrats ist dieser Prozentsatz in Anbetracht des tatsächlichen Finanzbedarfs des Kantons OW in den vergangenen Jahren deutlich zu hoch angesetzt. Dies stelle eine unnötige Belastung des Kantonsbudgets dar und blockiere finanzielle Mittel, die für andere wichtige Kantonsaufgaben benötigt würden, jedoch aufgrund der gesetzlich vorgegebenen Schuldenbegrenzung nicht zur Verfügung gestellt werden könnten.

Gemäss Krankenversicherungsgesetz (KVG)³ müssen alle Personen, die ihren Wohnsitz in der Schweiz haben, bei einer Krankenversicherung versichert sein. Die entsprechenden Prämien gehen zu Lasten der Versicherten.

Die Krankenkassenprämien berücksichtigen die effektiven Einkommensverhältnisse der einzelnen versicherten Personen nicht. Das Krankenversicherungsgesetz schreibt deshalb vor, dass Personen in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen in den Genuss einer individuellen Prämienverbilligung (IPV) kommen sollen. Die Berechnung und Finanzierung dieser Prämienverbilligung erfolgt durch die Kantone, welche hierfür einen jährlichen Beitrag vom Bund erhalten.

³ Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG), SR 832.10.

Der Regierungsrat und die Mehrheit des Kantonsrats wollen den per Gesetz im Kantonsbudget verankerten Betrag von 8.5 Prozent auf 4.25 Prozent der jährlichen Prämienkosten der obligatorischen Krankenversicherung des Kantons verringern. Dadurch würden die IPV-Auszahlungen insgesamt um jährlich CHF 500'000.– bis CHF 600'000.– reduziert. Nach Information der Kantonsbehörden würde der Kanton OW damit weiterhin höhere IPV-Beiträge als andere vergleichbare Kantone zahlen.

Im Gesetzesentwurf ist zudem vorgesehen, dass künftig der Regierungsrat anstelle des Kantonsrats jährlich die Berechnungsparameter festlegt. Dadurch würde das Verfahren zu Gunsten der anspruchsberechtigten Personen beschleunigt. Die gesetzlichen und sozialpolitischen Eckwerte sollen allerdings nach wie vor durch den Kantonsrat festgelegt werden.

Mit dem Nachtrag zum Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz (EG KVG)⁴ sollen gleichzeitig auch die Kinderzulagen auf CHF 220.- und die Ausbildungszulagen auf CHF 270.- erhöht werden. Gegenüber der heute gültigen Regelung erhielten Familien, welche kantonale Kinder- oder Ausbildungszulagen beziehen, nach Informationen des Regierungsrats monatlich CHF 20.- mehr pro Kind.

Gegen das Vorhaben des Regierungsrats wurde Kritik angebracht:

1) Eine *Minderheit des Kantonsrats* sieht im vorliegenden Gesetzesnachtrag eine inopportune Kompetenzverlagerung vom Kantonsrat zum Regierungsrat und damit verbunden eine Einschränkung der demokratischen Kontrollrechte. Durch Senkung des Prozentsatzes und den daraus resultierenden Einsparungen bei den ausbezahlten IPV-Beiträgen würden mittelständische Familien stark getroffen. Des Weiteren sei die Verknüpfung der Anpassungen bei der IPV mit der Erhöhung der Kinder- und Ausbildungszulagen unter dem Gesichtspunkt der Einheit der Materie fragwürdig.

2) Gegen den Nachtrag zum EG KVG haben zwei Stimmbürger beim Bundesgericht eine Beschwerde in Stimmrechtssachen wegen *Verletzung der Einheit der Materie* erhoben. Die Beschwerde ist noch hängig. Sie hat jedoch keine aufschiebende Wirkung, so dass die Volksabstimmung, wie geplant, durchgeführt werden kann.

3) Ein überparteiliches Komitee hat das *Referendum* gegen den Nachtrag zum EG KVG ergriffen. Das Referendumskomitee hält fest, dass in OW die Krankenkassenprämien jährlich um 4 bis 6 Prozent bei fast gleichbleibenden Löhnen im tieferen Einkommensbereich stiegen. Kritisiert wird, dass trotz der grossen bestehenden Belastung für Familien und Personen mit bescheidenen Einkommen die Regierung und die Mehrheit des Kantonsrats eine halbe Million Franken bei der Prämienverbilligung einsparen wollen.

Weiterführende Informationen zur Krankenversicherung

Die Krankenversicherung, deren Finanzierung sowie der Prämienanstieg und die damit einhergehende zunehmende Belastung privater Haushalte stellen eine Herausforderung von nationaler Bedeutung dar. In den ausführlichen Abstimmungserläuterungen der kantonalen Behörden werden einige wichtige Begriffe wie Durchschnittsprämie, anrechenbares Einkommen oder Selbstbehalt definiert und erklärt. Zudem enthalten die Erläuterungen graphische Darstellungen und Berechnungsbeispiele zur Illustration der Thematik. An einer Vertiefung interessierte Leserinnen und Leser möchten wir deshalb einladen, die Abstimmungserläuterungen (siehe Link unten) zu konsultieren.

Nach Berechnungen der Gegnerinnen und Gegner des Nachtrags zum EG KVG würde eine Familie mit zwei Kindern und einem «normalen» Einkommen zukünftig ca. CHF 1350.- und eine alleinstehende

⁴ Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz vom 28.01.1999 (EG KVG), GDB 851.1.

Rentnerin oder ein alleinstehender Rentner mit einer «kleinen» Rente ca. CHF 650.- weniger Prämienverbilligung pro Jahr erhalten.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Abstimmungserläuterungen](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

SG



Einheitsinitiative «Ja zum Ausstieg aus dem HarmoS-Konkordat»

NEIN (69.6%)

Stimmbeteiligung:

45.7%

Die Bundesverfassung verpflichtet die Kantone, das Schulwesen in gewissen Eckpunkten zu harmonisieren. Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) hat zu diesem Zweck das HarmoS-Konkordat⁵ erarbeitet. Mit Annahme durch das Stimmvolk am 30.11.2008 ist der Kanton SG dem HarmoS-Konkordat beigetreten.

Die den Stimmberechtigten zur Abstimmung unterbreitete Einheitsinitiative⁶ fordert nun den **Ausstieg** aus dem Konkordat.

Die in Art. 64 Abs. 4 der Bundesverfassung verankerten Harmonisierungspflichten erfüllen die Mehrheit der Kantone (in denen gleichzeitig über 75 Prozent der Schweizer Bevölkerung wohnen) durch die Mitgliedschaft beim HarmoS-Konkordat. Letzteres begrenzt die Schulharmonisierung auf die in der Bundesverfassung festgelegten Eckpunkte, sodass die Mitgliedskantone in den vom Konkordat nicht erfassten Bereichen bei der Organisation ihres Schulwesens frei bleiben.

Die St. Galler Kantonsbehörden weisen darauf hin, dass der damalige Beitritt zum HarmoS-Konkordat keine direkten Auswirkungen im Kanton SG entfaltet habe, da das dortige Schulwesen schon im Vorfeld auf das Konkordat ausgerichtet wurde.

Von der nun anstehenden Abstimmung über den Ausstieg des Kantons SG aus dem HarmoS-Konkordat versprechen sich die Initiantinnen und Initianten:

- mehr Freiheit des Kantons bei der Regelung von Beginn der Schulpflicht und der Organisation der Schulstrukturen;
- mehr Freiheit beim Festlegen von Lehrplan, Bildungszielen und Unterrichtsfächern;
- eine bessere Anpassungsfähigkeit der schulischen Förderung auf die Schüler und Schülerinnen.

Der Kantonsrat empfiehlt seinerseits die Ablehnung der Initiative, namentlich weil:

- das Ziel einer interkantonalen Harmonisierung der Schule weiterzuverfolgen sei, da sie die Mobilität und Entfaltung der Familien garantiere sowie Wirtschaft und Wohlstand fördere;

⁵ Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS-Konkordat) vom 14. Juni 2007 (Rechtssammlung der EDK 1.2).

⁶ «4000 Stimmberechtigte können mit einer Einheitsinitiative in Form der allgemeinen Anregung dem Kantonsrat einen Rechtsetzungsauftrag erteilen.» (Staatskanzlei Kanton SG, Parlamentsdeutsch von A bis Z), online <http://www.sg.ch/home/kanton_st_gallen/portrait_kanton_st/kantonsrat/parlamentsdeutsch.html#Initiative>.

- sich das HarmoS-Konkordat bewährt habe und das geeignete Instrument der Kantone sei, um bei der Harmonisierung des Schulwesens Autonomie zu bewahren;
- der Kanton SG mit einem Austritt ein Signal gegen eine föderalistische Lösung der Harmonisierung des Schulwesens senden und damit den Bund provozieren würde, ein Schulrecht für die ganze Schweiz zu schaffen;
- der Kanton SG als wichtiger Bildungskanton ein verlässlicher Partner in der interkantonalen Zusammenarbeit bleiben soll.

Die Kantonsbehörden machen geltend, dass die Harmonisierungspflicht auch bei einem Austritt bestehen bliebe, da die in der Bundesverfassung verankerte Pflicht zur landesweiten Schulharmonisierung unabhängig von einer Mitgliedschaft beim HarmoS-Konkordat für alle Kantone gelte. Der Kanton SG könne sich deshalb seiner Pflicht zur Schulharmonisierung mit einem Austritt aus dem HarmoS-Konkordat nicht entziehen und dem Wunsch der Initiantinnen und Initianten, kantonal eigene Regelungen zu treffen, mit einem Austritt aus dem HarmoS-Konkordat nicht Rechnung getragen werden.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Kantonale Broschüre](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

SZ



1. Volksinitiative «Für eine flächendeckende Präsenz der Schwyzer Kantonalbank»

NEIN (82.1%)
46.3%

Stimmbeteiligung:

Im Sinne eines flächendeckenden Service Public verlangt diese Initiative, dass die Schwyzer Kantonalbank in jeder Ortschaft des Kantons SZ mit mehr als 2'500 Einwohnern eine öffentliche Bankfiliale mit eigenem Personal betreibt.

Ausgehend von der Feststellung, dass im Jahr 2014 vier Filialen (Freienbach, Ibach, Seewen und Immensee) der Schwyzer Kantonalbank (SZKB) geschlossen wurden, wird die Initiative damit begründet, dass die SZKB als Universalbank im Eigentum des Kantons SZ zum Auftrag hat, bei der Versorgung mit Bankdienstleistungen auf die Bedürfnisse aller Bevölkerungsgruppen – vorab die der älteren Generation – Rücksicht zu nehmen. Das *Initiativkomitee* befürchtet weitere Schliessungen und bedauert, dass Regierung und Parlament des Kantons SZ diese zulassen. Weil daneben auch die Post in der Gemeinde Immensee aufgehoben wurde, sehen die Initiantinnen und Initianten Bedarf, die weitere Entwicklung des Service Public zu beeinflussen.

Der *Regierungsrat* seinerseits ist allerdings der Meinung, dass der unternehmerische Handlungsspielraum der SZKB gewährleistet bleiben muss, damit die marktwirtschaftlich ausgerichtete Kantonalbank ihre Organisation und damit auch ihr Filialnetz den aktuellen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Rahmenbedingungen entsprechend anpassen kann. Im Vergleich zu anderen Kantonalbanken, so der Regierungsrat, sei das Filialnetz der SZKB nach wie vor dicht und des Weiteren bemühe sich die Kantonalbank mit ihrem Dienstleistungsangebot die Bedürfnisse aller Schwyzer Bevölkerungsschichten abzudecken.

Die Kantonsbehörden informieren, dass bei einer Annahme der Initiative, die SZKB zwei Filialen in den Ortschaften Seewen und Freienbach wiedereröffnen müsste. Hinzu kämen drei neue Filialen in den Ortschaften Galgenen, Schübelbach und Wilen bei Wollerau. Dies habe Investitionen in Höhe von rund CHF 18 Mio. und jährlich wiederkehrende Kosten von CHF 4 bis 4.5 Mio. zur Folge.

Das Initiativkomitee widerspricht den Informationen der Kantonsbehörden. Filialen verursachten nicht nur Kosten, sondern seien dank des freundlichen Schalterpersonals das Aushängeschild der Kantonalbank. Die Kosten, die für eine Filiale anfallen, sind nach Meinung des Initiativkomitees im Vergleich zu den von den Kantonsbehörden und der SZKB publizierten Zahlen wesentlich geringer.

2. Teilrevision des Steuergesetzes

NEIN (78.8%)

Stimmbeteiligung:

46.2%

Die Teilrevision des Steuergesetzes⁷ soll einen Beitrag zur Sanierung des Finanzhaushalts des Kantons SZ leisten. Zu diesem Zweck sind ein Systemwechsel zu einem proportionalen Einheitstarif bei der Einkommenssteuer, eine Mehrbelastung grosser Vermögen und weitere Massnahmen geplant.

Nach Ansicht der Kantonsbehörden würden diese Massnahmen den Kantonshaushalt nachhaltig sanieren und auf lange Sicht die Steuerattraktivität des Kantons SZ als Wohn- und Unternehmensstandort wahren. Daneben soll die Steuergesetzrevision durch eine Neufestsetzung des Eigenkapitalziels auf CHF 100 Mio. im Gesetz über den kantonalen Finanzhaushalt ergänzt werden.

Zur Verdeutlichung der Belastung des Finanzhaushalts des Kantons SZ geben die Kantonsbehörden an, dass die Beiträge an den Nationalen Finanzausgleich (NFA) im Jahr 2017 voraussichtlich CHF 187 Mio. betragen werden. Mit der geplanten Erhöhung der Steueraus schöpfung bei den natürlichen Personen würde die Ertragsmarge nach Abzug der NFA-Belastungen ansteigen, wodurch eine ausreichende Finanzierung der Staatsaufgaben gewährleistet sei. Von der Annahme der Teilrevision des Steuergesetzes erhoffen sich die Kantonsbehörden Mehreinnahmen von insgesamt rund CHF 130 Mio. Im gleichen Zug würde das kantonale Steuerrecht an geändertes Bundesrecht angepasst.

Mit der Vorlage soll es gemäss Kantonsbehörden möglich sein, die hohe Steuerattraktivität des Kantons SZ bei der Einkommens- und Vermögenssteuer im interkantonalen und internationalen Vergleich aufrechtzuerhalten. Die Teilrevision des Steuergesetzes sei aber notwendig, wenn die steuerliche Wettbewerbsfähigkeit zum Nutzen aller Steuerpflichtigen auch in Zukunft gewährleistet werden soll.

Auf Grund der Komplexität der geplanten Änderungen des kantonalen Steuergesetzes ist es an dieser Stelle nicht möglich, die einzelnen Massnahmen im Detail zu präsentieren. Unter Verweis auf die Ausführungen in der Abstimmungsbroschüre wird nachstehend nur ein Überblick über einzelne Anpassungen des Steuergesetzes gegeben:

Von den verschiedenen Änderungen für *natürliche Personen* betrifft die Bedeutendste die *Einkommenssteuer*. Vorgesehen ist für alle Gemeinwesen ein Systemwechsel vom progressiven Tarif zu einem proportionalen Einheitstarif. Der Proportionaltarif betrüge demnach für alle Steuerpflichtigen 5.1 Prozent des steuerbaren Einkommens. Zur Abfederung der Mehrbelastung soll der Sozialabzug für Alleinstehende um CHF 10'000.- auf neu CHF 13'200.- und für Ehepaare um CHF 20'000.- auf neu CHF 26'400.- erhöht werden.

⁷ Steuergesetz (StG) vom 9. Februar 2000, SRSZ 172.200.

Bei der *Vermögenssteuer* soll ein separater Kantonstarif eingeführt werden. Dieser würde für Vermögensteile über einem steuerbaren Vermögen von einer Million Franken (Alleinstehende) bzw. zwei Millionen Franken (Ehepaare) gelten. Für diese Vermögensteile ist ein Vermögenssteuersatz 1.2 Promille geplant.

Bei den *juristischen Personen* sollen aufgrund der zurzeit noch laufenden Unternehmenssteuerreform III (USR III), deren Umsetzungsmodalitäten noch nicht absehbar sind, keine wesentlichen Änderungen vorgenommen werden. Vorgesehen ist die Steuerbefreiung von Gewinnen von Kapitalgesellschaften und Genossenschaften mit ideellen Zwecken bis zu einem Betrag von CHF 20'000.-.

Weshalb gelangt die Teilrevision des Steuergesetzes vor das Volk? Der Kantonsrat hat der Änderung des Steuergesetzes mit 46 zu 40 Stimmen zugestimmt. Da weniger als drei Viertel der an der Abstimmung teilnehmenden Kantonsrätinnen und Kantonsräte der Vorlage zustimmten, wird sie der Volksabstimmung unterbreitet (obligatorisches Referendum)⁸.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Erläuterungen](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

TI



1. Basta con il dumping salariale in Ticino!

(Iniziativa popolare
e controprogetto del Gran Consiglio)⁹

Partecipazione:

NO (52.4%)

SI (55.0%)

44.9%

Quest'iniziativa popolare chiede l'elaborazione di una legge cantonale volta a istituire un Ispettorato cantonale del lavoro (ICL).

Questa richiesta si fonda su quattro punti, ovvero:

1. la definizione dei compiti relativi alle leggi da osservare,
2. un adattamento dell'organico sulla base di un ispettore ogni 5'000 persone attive,
3. la pubblicazione di una statistica annuale di tutti i contratti di lavoro e i salari e, infine,
4. l'istituzione di delegati di controllo attivi direttamente nelle aziende.

Lo scorso 17 febbraio 2014, il Gran Consiglio ha dichiarato il testo ricevibile, ma limitatamente ai primi tre punti, per i quali il Consiglio di Stato ha quindi elaborato la proposta di legge sottoposta al voto popolare.

⁸ Vgl. Art. 34 Abs. 3 Bst. a der Verfassung des Kantons Schwyz vom 24.11.2010 (SRSZ 100.100).

⁹ Domanda eventuale : 51.5% per il controprogetto.

Per attuare l'iniziativa in maniera meno rigida, ma conforme alle preoccupazioni sollevate, il Gran Consiglio ha elaborato un controprogetto diretto, approvato in plenum il 22 giugno 2016 e anch'esso oggetto della votazione.

Quest'ultimo tiene in considerazione le molte misure già adottate da Governo e Parlamento nell'ambito della sorveglianza del mercato del lavoro, valorizzando il coordinamento, il sostegno alla professionalizzazione delle commissioni paritetiche (CP) e il potenziamento degli ispettori preposti ai controlli delle autorità cantonali e delle commissioni paritetiche.

Il Governo e Parlamento invitano a respingere l'iniziativa, poiché il potenziamento necessario ad adempiere il punto 2 (un ispettore ogni 5'000 lavoratori) e il punto 3 (statistica annuale dei contratti di lavoro e dei salari) dell'iniziativa determinerebbe un aggravio considerevole in termini di risorse umane e finanziarie per l'Amministrazione.

Inoltre, l'iniziativa rappresenterebbe maggiori oneri per le aziende e meno partenariato sociale, e ne minerebbe il primato.

Il controprogetto valorizzerebbe e ottimizzerebbe l'attuale apparato di sorveglianza del mercato del lavoro, permetterebbe di migliorare l'operato delle commissioni paritetiche e sarebbe coerente con le numerose iniziative già promosse da Governo e Parlamento.

2. Prima i nostri!

**(Iniziativa popolare
e controprogetto del Gran Consiglio)¹⁰**

Partecipazione:

SI (58.0%)
NO (57.4%)
44.9%

Quest'iniziativa popolare chiede una modifica della Costituzione cantonale volta a introdurre i principi dell'iniziativa federale « Contro l'immigrazione di massa » (accettata in votazione popolare il 09.02.2014). L'obiettivo è di trovare una soluzione urgente per il cantone TI, in attesa dell'attuazione a livello federale.

Per il Comitato d'iniziativa, il mercato del lavoro è sotto pressione a causa della grande massa di manodopera estera che si riversa in TI accettando paghe da fame. A causa di questo effetto molti ticinesi rimangono senza lavoro, faticando sempre più a trovare un impiego che permetta loro di vivere senza ricorrere agli aiuti sociali. È ora di agire per porre dei limiti a chi non rispetta il nostro mercato del lavoro.

L'iniziativa intende dunque introdurre il principio della « preferenza indigena » e la « complementarità professionale » tra lavoratori svizzeri e stranieri, con la conseguente abolizione « dell'effetto di sostituzione » tra lavoratori indigeni e stranieri e di casi di « dumping salariale » derivanti da un afflusso accresciuto di manodopera estera.

Infine, si prevede la « reciprocità » nell'attuazione di trattati internazionali, con l'eventuale applicazione degli stessi « standard minimi » anche in TI.

Il 25 gennaio 2016 il Gran Consiglio ha dichiarato il testo ricevibile e l'iniziativa è pertanto sottoposta al voto popolare.

¹⁰ Domanda eventuale : 51.9% per l'iniziativa.

Il 22 giugno 2016, il Gran Consiglio ha dunque deciso di porre in votazione anche un controprogetto diretto. Esso intende preservare gli obiettivi dell'iniziativa, rendendola però più efficace, concreta, tempestiva, allineata con gli attuali sviluppi a livello federale, meno burocraticamente intrusiva nell'economia cantonale e, dunque, effettivamente attuabile.

Secondo il parere esterno commissionato al prof. Giovanni Biaggini (Università di Zurigo), l'iniziativa manca d'incisività. Gli obiettivi dell'iniziativa non potranno essere raggiunti, poiché « le finalità che si propone il nuovo testo [...] potranno essere conseguite solo nel quadro delle competenze cantonali e soltanto nei limiti del diritto nazionale e internazionale superiore; ciò riduce di molto la portata pratica della proposta e la sua reale possibilità di concretizzazione, che è assai limitata ».

Il controprogetto propone di concretizzare gli obiettivi dell'iniziativa – che possono essere condivisi – quali « obiettivi della politica esterna del Cantone », e non quali vaghi « diritti » di politica economica, di politica sociale o di politica degli stranieri. Questi ultimi sarebbero infatti comunque inattuabili dal Cantone, in mancanza di competenze formali per legiferare in tali ambiti. Appare dunque più opportuno porre degli « obiettivi » che possano servire quale mezzo per raggiungere una concretizzazione dell'iniziativa federale « Contro l'immigrazione di massa » rispettosa del federalismo e delle realtà cantonali e regionali.

Inoltre, il controprogetto è volto a eliminare alcuni vizi di forma del testo dell'iniziativa.

Per ulteriori informazioni riguardanti la votazione/ Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Opuscolo informativo](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

UR



1. Gesetz über die Förderung von Kindern und Jugendlichen im Kanton

Uri (Kantonales Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KKJFG)

JA (64.28%)

Stimmbeteiligung:

34.8%

Die Kinder- und Jugendförderung im Kanton UR verfolgt das Ziel, den Kanton kinder- und jugendfreundlich zu gestalten. Auch wenn der Kinder- und Jugendförderung in den Gemeinden und im Kanton bereits heute ein wichtiger Stellenwert zukommt, fehlt es nach Ansicht der Kantonsregierung an einer rechtlichen Abstützung der verschiedenen Aktivitäten. Das den Stimmberechtigten zur Abstimmung vorgelegte Gesetz soll dies ändern.

Der Kanton UR verfügt ausserhalb der Schulgesetzgebung nur im Bereich des Musikunterrichts und des Sports über spezifische rechtliche Grundlagen für die Kinder- und Jugendförderung im engeren Sinne. Die meisten Erlasse sind dem Jugendschutz oder der Prävention zuzuordnen.

Das den Stimmberechtigten vorgelegte Kinder- und Jugendförderungsgesetz (KKJFG) ist als Rahmenerlass ausgestaltet, welcher Zweck, Zuständigkeiten, Organisation, Aufgaben und Finanzierung der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung im Kanton UR regelt. Der Erlass lehnt sich an das entsprechende Gesetz des Kantons OW an; er enthält vor allem Grundsätze und legt die Aufgaben von Kanton und Gemeinden fest.

Die Kantonsregierung betont, dass sowohl dem Kanton als auch den Gemeinden keine neuen Aufgaben übertragen werden, sondern das Gesetz lediglich der Sicherung des bisher Erreichten diene. Dementsprechend habe das KKJFG auch keine unmittelbaren direkten Mehrausgaben oder Verpflichtungen zur Ausrichtung von Beiträgen zur Folge.

2. Aufhebung des Gesetzes über die Rindviehversicherung von 1971

JA (75.49%)
34.2%

Stimmbeteiligung:

Durch das Gesetz über die Rindviehversicherung im Kanton Uri aus dem Jahr 1971 werden alle Rindviehbesitzer verpflichtet, ihre Tiere bei einer Rindviehversicherungskasse gegen Krankheit und Unfall zu versichern. Aufgrund der veränderten Risiken und nach dem Vorbild anderer Kantone sind Regierungsrat und Landrat zum Schluss gelangt, das Gesetz über die Rindviehversicherung aufzuheben. Diese Massnahme komplementiert die Möglichkeit für den Kanton, sich aus Gründen des Tierschutzes und der Lebensmittelsicherheit mit Beiträgen am Pikettdienst für Notschlachtungen zu beteiligen und Beiträge an nichtversicherbare Tierverluste zu leisten.

Das geltende System einer obligatorischen Rindviehversicherung ist nach Ansicht von Regierungsrat und Landrat nicht zukunftsfähig. Das Gesetz soll deshalb per 31.12.2016 aufgehoben werden. Die bestehenden Rindviehversicherungskassen müssten sich anschliessend bis Ende 2018 neu organisieren oder auflösen.

Die Aufhebung des Gesetzes über die Rindviehversicherung im Kanton UR geht mit einer Anpassung der Veterinärverordnung¹¹ einher, welche dem Kanton die finanzielle Beteiligung am Pikettdienst für Notschlachtungen und an nichtversicherbaren Tierverlusten ermöglicht. Der Urner Landrat hat dieser Anpassung am 16.03.2016 zugestimmt.

Die Lage in den Kantonen

Der Regierungsrat informiert, dass in den letzten Jahren viele Kantone die obligatorische Viehversicherung aufgehoben haben. Die Gründe dafür waren einerseits der hohe administrative und personelle Aufwand für die Führung der Versicherungskassen und der Spardruck auf Seiten der Kantone. Andererseits haben sich im Zeitverlauf die Risiken der Rindviehhalter verändert. Nach heutiger Ansicht sollen die Rindviehhalter eigenverantwortlich entscheiden können, ob sie ihre Tiere versichern oder das wirtschaftliche Risiko von Tierverlusten selber tragen wollen.

Neben dem Kanton UR existiert auch in den Kantonen VD und FR eine obligatorische Rindviehversicherung. In den Kantonen LU und NW besteht ein bedingtes Obligatorium. Daneben leisten verschiedene Kantone trotz Aufhebung des Versicherungsobligatoriums nach wie vor Beiträge an Viehversicherungskassen, so beispielsweise die Kantone AI, SZ oder TI.

¹¹ Veterinärverordnung vom 21. Mai 2012; RB 60.2111.

Mit der Aufhebung des Rindviehversicherungsgesetzes soll der jährliche Kantonsbeitrag an die Versicherungskassen von aktuell CHF 77'000.- pro Jahr entfallen. Ab 2017 – und unter Berücksichtigung des neu für die Unterstützung des Pikettdiensts für die Notschlachtungen vorgesehenen Beitrags – erwartet der Regierungsrat eine Entlastung des kantonalen Finanzhaushalts von jährlich CHF 67'000.-. Die Auswirkungen der Gesetzesaufhebung auf die Urner Landwirtschaftsbetriebe seien dabei in der Regel gering.

3. Änderung der Nebenamtsverordnung; Referendum

«Nein – auch dieses Mal!»

NEIN (65.85%)

Stimmbeteiligung:

34.9%

Die Nebenamtsverordnung regelt die finanzielle Entschädigung an Personen, welche ein öffentliches Mandat im Nebenamt erfüllen. Weil im Vergleich mit den umliegenden Kantonen die Entschädigungen der Urner Landratsmitglieder tiefer ausfallen, hat der Landrat am 25.02.2016 mittels Änderung der Nebenamtsverordnung eine Erhöhung der Entschädigungen beschlossen, wodurch die Differenz zu den Nachbarkantonen verringert wird. Am 24.05.2016 hat ein Komitee «Nein – auch dieses Mal!» dagegen das Referendum eingereicht.

Die Höhe der Sitzgelder für den Landrat und dessen Kommissionen wurde letztmals im Juni 2004 angepasst. Seither erhalten die Mitglieder des Landrats als Entschädigung für eine Session oder eine ganztägige Sitzung CHF 160.- und für halbtägige Sitzungen CHF 105.-. Nach Ansicht des Regierungsrats sind diese Ansätze im Vergleich mit den umliegenden Kantonen bescheiden. Bereits 2009 sollten deshalb die Sitzgelder erhöht und dem Niveau der Nachbarkantone angepasst werden. Die damals vorgeschlagene Erhöhung von CHF 160.- auf CHF 300.- hätte insgesamt zu Mehrkosten von CHF 265'000.- geführt. Das Urner Stimmvolk hat jedoch im Juni 2010 diese Anpassung der Nebenamtsverordnung mit einem Stimmenanteil von 67.5 Prozent abgelehnt.

Die der Urner Stimmbevölkerung vorgelegte Änderung der Nebenamtsverordnung entspricht im Vergleich zur Vorlage von 2010 einer geringeren Erhöhung der Entschädigung. Sie wurde am 25.02.2016 vom Landrat mit 57 zu 1 Stimmen angenommen und sieht neu eine jährliche Grundentschädigung von CHF 600.- und eine Erhöhung der Sitzgelder vor. Die Vorlage sieht des Weiteren eine Erhöhung der Entschädigung für ganztägige Sessionssitzungen von aktuell CHF 160.- auf 200.- und für halbtägige Sessionssitzungen und Abendsitzungen von CHF 160.- auf 180.- vor. Darin enthalten ist die Entschädigung für die Zeit für die Vorbereitung der Session (nach Angaben des Regierungsrats sind dies erfahrungsgemäss mehrere Stunden pro Sessionstag). Zudem ist vorgesehen, die Entschädigungen der landrätlichen Kommissionen und Fraktionen für ganztägige und halbtägige Sitzungen sowie für Abendsitzungen auf CHF 200.- bzw. 180.- zu erhöhen. Die Einführung der Grundentschädigung und die Anhebung der Sitzgelder gemäss Landratsbeschluss würden jährliche Mehrkosten von zirka CHF 130'000.- verursachen.

Am 24.05.2016 hat ein Komitee «Nein – auch dieses Mal!» das Referendum gegen die Änderung der Nebenamtsverordnung eingereicht. Nach Ansicht des Komitees sind die vom Landrat beschlossenen Anpassungen unverhältnismässig. Im Kanton UR fehle der finanzielle Spielraum für eine Erhöhung der Entschädigungen, da die Mittel auf Grund von geplanten Grossprojekten knapp seien. Weil das Stimmvolk bereits im Jahr 2010 eine ähnliche Vorlage abgelehnt hat, ist es in den Augen des Referendumskomitees demokratisch fragwürdig, erneut eine Abstimmung abzuhalten.

Vergleich der (aktuellen) Sitzgelder für Parlamentsmitglieder in den Nachbarkantonen von UR

Kanton	Sessionssitzung		Kommissionssitzung		Pauschale
	1/1 Tag in CHF	½ Tag in CHF	1/1 Tag in CHF	½ Tag in CHF	
UR	160.-	160.-	160.-	105.-	Keine
OW ¹²	290.- bis 320.-	200.- bis 230.-	170.- bis 200.-	120.- bis 150.-	Keine
NW	Keine	Keine	320.-	160.- ¹³	5'000.-
SZ	300.-	200.-	300.-	200.-	Keine
LU	300.-	150.-	300.-	150.-	6'000.- ¹⁴

Die Kantonsbehörden halten der Kritik des Referendumskomitees entgegen, die Arbeit als Mitglied des Landrats und die Kommissionstätigkeit sei staatspolitisch wichtig, zeitintensiv und solle entsprechend der Pflichten und Aufgaben angemessen entschädigt werden. Eine Entschädigung aus dem kantonalen Finanzhaushalt sei notwendig, da die nicht geleisteten Arbeitstage und Arbeitsstunden von den Arbeitgebern unterschiedlich behandelt würden und für Selbständigerwerbende der Lohnausfall beträchtlich sei. Ziel der Erhöhung sei deshalb, Rahmenbedingungen zu schaffen, die es allen ermöglicht, ein Landratsmandat zu übernehmen.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Abstimmungsbotschaft](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

VS



1. Révision de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale du 10 mars 2016 portant sur l'élection des membres du bureau du ministère public

Participation :

OUI (71.2%)
44.0%

Cet amendement constitutionnel concerne l'élection par le Grand Conseil des procureurs. Actuellement, le Grand Conseil élit *tous* les procureurs, les procureurs substitués et les procureurs extraordinaires. La modification tend à simplifier ce mode de désignation : seuls les *cinq procureurs exerçant une fonction dirigeante* au sein du ministère public et composant le Bureau du ministère public seraient dorénavant élus par le Grand Conseil. Les autres procureurs seraient nommés par le Bureau.

¹² In den Sessionstaggeldern sind 15 Prozent, in den Kommissionstaggeldern 25 Prozent als Spesenpauschale inbegriffen.

¹³ Dauert eine Sitzung weniger als zwei Stunden, beträgt das Sitzgeld CHF 80.-.

¹⁴ Diese Grundentschädigung wird jährlich an die Entwicklung der Löhne angepasst.

Le ministère public est une autorité de poursuite pénale. Il représente les intérêts généraux de la société devant les tribunaux et, en son nom, requiert l'application de la loi pénale. Il comprend un office central et *trois* offices régionaux (Haut-Valais, Valais central, Bas-Valais).

La poursuite pénale est donc exercée par des procureurs : 24 procureurs et 2 procureurs substitués sont en fonction. Un procureur ou un procureur substitué durablement empêché de fonctionner est remplacé par un procureur extraordinaire.

Le ministère public est une autorité hiérarchisée, dirigée par un *procureur général* qui organise l'activité du ministère public sur le territoire cantonal, et assure une politique uniforme en matière de lutte contre la criminalité; il dirige simultanément l'office central, avec le soutien du *procureur général adjoint*. La direction de chacun des trois offices régionaux est assurée par un *premier procureur* qui a, dans son arrondissement, des compétences analogues à celles du procureur général sur l'ensemble du territoire cantonal.

Le procureur général, son adjoint et les trois premiers procureurs exercent des fonctions dirigeantes. Ces cinq magistrats forment ce que l'on appelle le « *Bureau du ministère public* ».

Selon le droit en vigueur, le Grand Conseil élit tous les procureurs. Une motion de la Commission de Justice du Grand Conseil, du 14.09.2012, a démontré que cette façon de faire était inappropriée en raison de sa complexité et de sa lenteur. Elle a demandé sa modification pour accélérer le processus de désignation d'un procureur démissionnaire ou durablement empêché de fonctionner. Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté la motion.

La modification de la réglementation qui en résulte réside dans la simplification du mode de désignation des membres du ministère public :

- le *Grand Conseil* élit les *cinq procureurs membres du Bureau du ministère public*, à savoir le procureur général, le procureur général adjoint et les trois premiers procureurs;
- le *Bureau* du ministère public nomme *les autres*, à savoir les procureurs, les substitués et, le cas échéant, un ou plusieurs procureurs extraordinaires.

Cette simplification du mode de désignation des membres du ministère public rappelle celui des juges : le Grand Conseil élit les juges cantonaux qui forment le Tribunal cantonal, et le Tribunal cantonal nomme les juges de district.

2. Révision de la Constitution cantonale du 10 mars 2016

(art. 65^{bis} nouveau) instituant un Conseil de la magistrature

OUI (67.8%)

Participation :

44.0%

La votation porte sur l'introduction dans la Constitution cantonale d'un article 65^{bis} instituant un *Conseil de la magistrature*. Il s'agit d'une autorité indépendante chargée de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire. A noter que le texte soumis au vote instaure uniquement le *principe* d'un tel organe de contrôle, rien de plus. En cas d'acceptation, dans une seconde étape, la loi d'application devra garantir l'indépendance du Conseil de la magistrature et définir sa composition et le mode de désignation de ses membres, son organisation, ses rapports avec le Parlement et le Pouvoir judiciaire, ainsi que ses attributions.

Le contexte et le problème

La Constitution valaisanne attribue au Grand Conseil un pouvoir de haute surveillance sur les autorités judiciaires, ce qui lui permet de s'informer sur le fonctionnement de la Justice et de formuler des critiques et des recommandations. Cependant, en raison du principe de la séparation des Pouvoirs, le

Grand Conseil ne peut pas imposer aux autorités judiciaires des mesures visant à améliorer leur fonctionnement.

Le Grand Conseil confie l'exercice de cette haute surveillance à la *Commission de Justice* du Grand Conseil, formée de 13 membres qui représentent chacun leur famille politique. Il s'agit donc d'une autorité parlementaire purement politique, dont les attributions sont limitées en raison de la séparation des Pouvoirs.

C'est le *Tribunal cantonal* qui exerce la surveillance administrative et disciplinaire sur les juges de district, de même que le Bureau du ministère public l'exerce sur les procureurs. Il s'agit donc d'une surveillance de la Justice par la Justice, qui peine parfois à convaincre en termes d'efficacité et de crédibilité. Quant aux magistrats judiciaires supérieurs (juges cantonaux et membres du Bureau du ministère public), ils ne sont soumis à aucune surveillance disciplinaire et n'encourent donc pas de sanction en cas de manquement à leurs devoirs de fonction.

Une telle situation – le Grand Conseil et le Conseil d'Etat en sont conscients – peut nuire à la relation de confiance qui doit exister entre la population et la Justice.

La solution proposée

Comme ce serait une grave entorse au principe de la séparation des Pouvoirs d'élargir les attributions de la Commission de Justice pour lui conférer une compétence de surveillance disciplinaire et en faire une autorité de plainte, et comme il semble qu'une instance externe au Pouvoir judiciaire serait préférable pour garantir l'indépendance de la surveillance exercée, et faire en sorte que le justiciable se sente entendu, le Grand Conseil et le Conseil d'Etat valaisans proposent, avec ce nouvel article 65^{bis}, de placer les autorités judiciaires sous la surveillance d'un *Conseil de la magistrature* investi d'attributions précises.

L'instauration d'un Conseil de la magistrature poursuit trois buts principaux :

1. Rendre la Justice plus transparente ;
2. Entendre les plaintes des justiciables ;
3. Renforcer l'indépendance entre la Justice et les Pouvoirs politiques.

La création du Conseil de la magistrature viserait donc à préserver la confiance des autorités judiciaires envers leur organe de surveillance, et celle des citoyens envers leur Justice. Elle répondrait à une exigence accrue et légitime de la société envers le service public de Justice. En ce qui concerne son coût, comme le Conseil d'Etat milite pour un modèle dit « svelte », l'étude des coûts prévoit un fonctionnement annuel de CHF 300'000.- au plus, ce qui représente le 0.9% du budget annuel de la Justice du canton du VS.

Cette solution est toutefois loin de faire l'unanimité. Les opposants se réfèrent notamment à la consultation sur l'avant-projet, lors de laquelle la majorité des milieux consultés a estimé que la Commission de Justice donnait satisfaction. Dès lors ils considèrent qu'il serait inutile d'instaurer un Conseil de la magistrature et que la surveillance exercée par celui-ci sur les autorités judiciaires ne permettrait pas l'accélération du traitement des causes pendantes.

Au surplus, les opposants considèrent que les coûts de fonctionnement du Conseil de la magistrature seraient trop importants pour une institution qui ne répondrait à aucun besoin, d'autant que les budgets risquent d'être dépassés par l'« appel d'air » créé par cette nouvelle institution pour les mécontents.

Le Conseil [supérieur] de la magistrature, une spécialité latine ?

Le canton du VS ferait-il œuvre de pionnier en instaurant un Conseil de la magistrature ? Quand on regarde la situation dans les cantons suisses, on se rend compte avec une certaine surprise que *seuls des cantons latins* ont instauré un tel Conseil : FR, GE, JU, NE et TI.

Une discussion est également en cours dans le canton de VD suite à un rapport déposé en 2015 par Dick Marty¹⁵, expert indépendant ; le dossier est depuis lors entre les mains du Conseil d'Etat.

Il existait également un projet de *Loi fédérale* sur le Conseil de la magistrature, accompagné d'un message du Conseil fédéral du 28.02.2001¹⁶. Très mal accueilli, le projet a été renvoyé en commission le 06.12.2001. Celle-ci est revenue devant le plénum le 19.03.2002, date à laquelle le Conseil de la magistrature a été définitivement enterré. La méfiance envers ce nouvel organisme a prévalu et tout laisse penser que les partis politiques ont craint de perdre le contrôle sur l'élection des juges et le pouvoir de déterminer leur « juste » répartition politique¹⁷.

Canton	Texte topique
FR	Règlement du <i>Conseil de la magistrature</i> (RCM) du 18.08.2008 ; RSF 130.21
GE	Règlement de fonctionnement du <i>conseil supérieur de la magistrature</i> (RFCSM) du 11.04.2011 ; RSG E 2 05.20
JU	Règlement du <i>Conseil de surveillance de la magistrature</i> du 14.06.2007 ; RSJ 181.112
NE	Règlement organique du <i>Conseil de la magistrature</i> du 30.04.2009 ; RSN 162.70
TI	Legge sull'organizzazione giudiziaria del 10.05.2006 ; RL 3.1.1.1 (Capitolo VIII [art. 74 – 88] <i>Consiglio della magistratura</i>)

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Explications du Conseil d'Etat](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

ZG



Kantonale Abstimmung: «Ja zur Mundart»
und Gegenvorschlag

NEIN (60.39%)
JA (62.48%)
45.92%

Stimmbeteiligung

Im Kanton ZG – wie auch in den anderen deutschsprachigen Kantonen – gehört die Mundart zur Kultur und stiftet Identität. Der Regierungsrat qualifiziert «Schwiizerdütsch» als die gesprochene und Hochdeutsch als die schriftliche Muttersprache der Schweizer Bevölkerung. Dies zeige sich

¹⁵ Cf. le communiqué de l'Etat de VD du 04.02.2015, accompagné de toutes les informations nécessaires en annexe : <<http://www.bicweb.vd.ch/communique.aspx?pObjectID=507394>>.

¹⁶ FF 2001 4000.

¹⁷ Ces péripéties sont narrées par Dick Marty, *Qui a peur du Conseil de la magistrature ?*, publié le 13.05.2009 in Justice – Justiz – Giustizia, 2009/2 ; téléchargeable sur Internet : <http://www.dickmarty.ch/Docs/2014910_qui%20a%20peur%20du%20cdm_090508.pdf>.

auch im Schulwesen, wo beide Sprachen zusammengehörten: Im Kindergarten sprechen die Kinder im Unterricht hauptsächlich Mundart; in der Primar- und Sekundarstufe ist die Unterrichtssprache hingegen Hochdeutsch.

In dieses Gefüge will die vorliegende Initiative eingreifen. Gefordert wird, dass im Kindergarten die Mundart als einzige Unterrichtssprache festzuschreiben und auch in der Primarschule im Musik- und Sportunterricht, sowie in den Fächern Zeichnen und Werken zu verwenden sei.

Der von Kantonsrat und Regierungsrat ausgearbeitete Gegenvorschlag sieht hingegen vor, dass im Kindergarten grundsätzlich Mundart und in der Schule grundsätzlich Hochdeutsch gesprochen wird. Die Verwendung der jeweils anderen Sprache soll jedoch, soweit sinnvoll, ermöglicht werden.

Zur heutigen Lage:

Obwohl im Kindergarten hauptsächlich Mundart gesprochen werde, bereite es den Kindern Freude, Hochdeutsch zu imitieren. Indem die Kindergartenlehrperson beim Vorlesen einer Geschichte, eines Reimes oder beim Singen eines Lieds hochdeutsch spricht, könnten die Kinder ein Gehör für diese Sprache entwickeln. Nach Ansicht des Regierungsrats werden die Kinder so spielerisch an das Hochdeutsch herangeführt. Dadurch werde ein fließender Übergang vom Kindergarten in die Primarschule gewährleistet und ein wichtiger Grundstein für das Lernen der Schriftsprache gelegt.

Zu den Forderungen der Initiative:

Nach Ansicht der Initiantinnen und Initianten zeigen die seit der Einführung von Hochdeutsch im Kindergarten, wo Hochdeutsch in einzelnen Unterrichtssequenzen verwendet wird, und der Primarschule gemachten Erfahrungen, dass das Ziel der Förderung der Integration von fremdsprachigen Kindern nicht erreicht wurde. Diese Kinder lernten nun vorderhand Hochdeutsch und benötigten so noch länger, um Mundart zu erlernen und sich in die lokale Gesellschaft zu integrieren. Gefordert wird deshalb, dass in den Kindergärten und an den Primarschulen in den Bereichen Musik, Sport und Werken wieder ausschliesslich Mundart gesprochen wird, was aus Sicht des Initiativkomitees einer geringfügigen Anpassung der bestehenden Regelungen entspricht.

Vergleich mit anderen Kantonen

In den meisten Deutschschweizer Kantonen sprechen die Kinder im Kindergarten sowohl Hochdeutsch als auch Mundart. Die Zentralschweizer Kantone haben beschlossen, Hochdeutsch in einzelnen Unterrichtssequenzen regelmässig einzusetzen. In der Primarschule gilt in allen Deutschschweizer Kantonen in den meisten Fächern Hochdeutsch als Unterrichtssprache.

Zum Gegenvorschlag von Kantonsrat und Regierungsrat:

Die Vermittlung des Hochdeutschen gehört zur Grundaufgabe der Schule. Nach Ansicht des Regierungsrats belegten Forschung und Praxis, wie wichtig eine frühe Sprachförderung für einen erfolgreichen Schulabschluss wie auch für den Beruf ist. Viele Jugendliche – auch fremdsprachige – kommunizierten problemlos in Mundart, hätten jedoch beim Beherrschen von Hochdeutsch Defizite. Es erscheint dem Regierungsrat deshalb sinnvoll, die Kinder früh mit Hochdeutsch vertraut zu machen.

Die Regierungsbehörden machen ein breites Spektrum von Argumenten gegen die Initiative geltend: sie sei starr und würde den Unterricht einengen; sie verhindere einen frühen, spielerischen Zugang zur Schriftsprache; sie verschlechtere die Sprachkompetenzen und würde in der Folge die Integration fremdsprachiger Kinder erschweren.

Für den Regierungsrat ist die Befürchtung, Mundart werde im Alltag zunehmend verdrängt, unbegründet. Die Kinder sprechen, hören und lernen die Mundart in der Familie, in der Spielgruppe,

auf dem Pausenplatz sowie im Sportverein. Er weist darauf hin, dass beim Kindergarteneintritt die allermeisten Kinder bereits Mundart sprechen, was belege, dass die Mundart ausserhalb der Schule erlernt werde.

Der Gegenvorschlag sieht darum vor, dass im Kindergarten grundsätzlich in Mundart unterrichtet wird und Hochdeutsch wo nötig und sinnvoll eingesetzt werden kann. In der Primarschule hingegen soll grundsätzlich in Hochdeutsch unterrichtet werden, wobei es ebenfalls möglich sein soll, wo dies sinnvoll erscheine, die Mundart zu benutzen. Der Gegenvorschlag ermögliche dadurch, dass sowohl im Kindergarten als auch in der Primarschule je nach Situation die jeweils geeignete Unterrichtssprache in flexibler Art zum Zug kommen kann.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Volksabstimmung Kanton Zug](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)

ZH



Kantonale Volksinitiative: «Bezahlbare Kinderbetreuung für alle»

NEIN (70.52%)

Stimmbeteiligung:

44.33%

Die Initiative fordert die Einrichtung eines Betreuungsfonds, finanziert durch Beiträge von Arbeitgebenden und Selbstständigerwerbenden, welcher der finanziellen Unterstützung von familienergänzenden Betreuungsangeboten dienen soll. Die Kantonsbehörden lehnen die Volksinitiative mit dem Argument ab, dass sich die geltende Regelung, wonach die Gemeinden für ein bedarfsgerechtes Angebot an familienergänzender Betreuung zuständig sind, bewährt habe.

Der Regierungsrat verweist zunächst auf die geltenden Regelungen: Die Zürcher Gemeinden müssen für ein bedarfsgerechtes Angebot an familienergänzender Betreuung von Kindern im Vorschulalter sorgen¹⁸ und sind verpflichtet, den Bedarf an schulergänzender Betreuung zu prognostizieren und in der Zeit zwischen 7.30 Uhr und 18 Uhr entsprechende Tagesstrukturen zur Verfügung zu stellen¹⁹. Die Elternbeiträge für diese Angebote dürfen höchstens kostendeckend sein, wobei Gemeinden bei der Festlegung der Elternbeiträge die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Eltern berücksichtigen können. Letzteres ist in den meisten Gemeinden der Fall.

Dass diese Regelung funktionstüchtig ist, sieht der Regierungsrat durch den stetigen Ausbau des Angebots an Krippen, Horten, Tagesfamilien und Mittagstischen im Kanton ZH belegt: Die Anzahl an Betreuungsplätzen habe sich in den letzten zehn Jahren verdoppelt (von rund 15'000 auf über 30'000 Plätze).

Sowohl das *Initiativkomitee* als auch eine Minderheit des Kantonsrates teilt diese Auffassung allerdings nicht. Nach ihrer Ansicht gibt es sowohl beim Angebot als auch bei den Kosten sehr grosse Unterschiede zwischen den einzelnen Gemeinden. Dadurch werde die Standortqualität der Gemeinden für junge Familien beeinflusst und der Wiedereinstieg von Müttern ins Erwerbsleben behindert.

¹⁸ Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG) vom 14.03.2011; LS 852.1; § 18.

¹⁹ Volksschulgesetz (VSG) vom 07.02.2005; LS 412.100; § 27; Volksschulverordnung (VSV) vom 28.06.2006; LS 412.101; § 27.

Des Weiteren sei zu bemängeln, dass das Betreuungsangebot heute ausschliesslich durch Beiträge der Eltern und der Gemeinden finanziert wird. Unternehmen leisteten nur vereinzelt direkte Beiträge an ihre Angestellten oder finanzierten Betreuungsplätze mit.

Der vorgesehene *Betreuungsfonds* beruht auf einer Finanzierung über ein 3-Säulen-Prinzip, welches Gemeinden, Eltern und die Wirtschaft gemeinsam in die Pflicht nimmt. Konkret fordert die Initiative einen Beitrag der Unternehmen in der Höhe von 0,2% der AHV-pflichtigen Lohnsumme und einen Beitragseinzug über die bestehenden Familienausgleichskassen. Das Initiativekomitee führt des Weiteren an, dass:

- auf Grund der breiteren Finanzierungsbasis das Betreuungsangebot ausgebaut und mehr Mittel in die Ausbildung des Betreuungspersonals investiert werden könnte;
- die Elternbeiträge bezahlbar blieben und die Kosten für die Gemeinden tragbar wären;
- das vorgeschlagene Finanzierungsmodell sich in den Kantonen VD, NE und FR seit längerer Zeit bewährt habe.

Wenngleich die *Kantonsbehörden* das Ziel, die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu fördern und die ausserfamiliäre Betreuung zu verbessern, unterstützen, lehnen sie die vom Initiativekomitee vorgeschlagene Neuerung ab. Der *Betreuungsfonds* sei eine komplizierte Lösung, die zu einem grossen Regulierungsbedarf und erheblichem administrativen und personellen Aufwand führe. Die dazu nötigen Mittel würden in die Verwaltung fliessen und kämen nicht direkt der Finanzierung von ausserfamiliären Betreuungsplätzen zu Gute.

Für weitergehende Informationen über die Abstimmung / Pour plus d'informations touchant la votation:

[Abstimmungszeitung](#)

[Zurück zur Übersicht / Retour à l'aperçu](#)